

## "Porte close" dans Süddeutsche Zeitung (16 août 1961)

**Légende:** Le 16 août 1961, le quotidien allemand Süddeutsche Zeitung condamne la décision des autorités Est-allemandes d'ériger un mur infranchissable entre Berlin-Est et Berlin-Ouest et insiste sur l'importance de la concertation diplomatique pour résoudre la question allemande.

**Source:** Süddeutsche Zeitung. Münchner Neueste Nachrichten aus Politik, Kultur, Wirtschaft und Sport. Hrsg. Friedmann, Werner; Goldschagg, Edmund; Schöningh, Dr. Franz Josef; Schwingenstein, August ; R Herausgeber Friedmann, Werner. 16.08.1961, Nr. 195; 17. Jg. München: Süddeutscher Verlag. "Vor dem gesperrten Tor", auteur: Birnbaum, Immanuel, p. 1.

**Copyright:** (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/porte\\_close\\_dans\\_suddeutsche\\_zeitung\\_16\\_aout\\_1961-fr-fb09c8a1-7ac6-43e9-8f41-f4afb2b1d50b.html](http://www.cvce.eu/obj/porte_close_dans_suddeutsche_zeitung_16_aout_1961-fr-fb09c8a1-7ac6-43e9-8f41-f4afb2b1d50b.html)

**Date de dernière mise à jour:** 06/07/2016



## Porte close

*Par Immanuel Birnbaum*

Nous n'avons pas besoin de répéter ici ce qu'il faut retenir, sur un plan moral, des mesures prises par les dirigeants de Berlin-Est pour verrouiller l'ancienne capitale impériale à la circulation. L'enfermement par M. Ulbricht de ses propres sujets derrière des barbelés et des piliers en béton rend définitivement inacceptable l'invitation de nous asseoir avec lui à une table. Manifestement, il est non seulement responsable de l'exécution, mais aussi de l'initiative du nouveau blocus de Berlin. De nombreux signes indiquent que Khrouchtchev a longuement hésité à donner son accord.

Avec la déclaration des États du Pacte de Varsovie, Moscou est coresponsable de cette décision. Cette déclaration contient tout de même une phrase sur la levée des mesures de blocage après la conclusion d'un accord, mais l'annonce de Berlin-Est n'en fait plus état. Le commentaire apaisant dans la presse moscovite va dans le même sens. Khrouchtchev doit savoir à quel point ses mesures de pression mettent ses antagonistes à l'Ouest en difficulté pour reprendre des négociations. Il n'aurait peut-être pas cédé à Ulbricht s'il n'avait pas lu la déclaration du sénateur Fulbright selon laquelle les Américains ne considéreraient pas des mesures prises d'abord à l'encontre de la population de la République démocratique allemande comme un cas de conflit au regard du droit international.

Dans les faits, il s'agit d'une nouvelle infraction au statut juridique de Berlin fixé à la fin de la guerre. Ce statut juridique a déjà été souvent mis à mal, mais le fait que des unités de l'armée communiste d'Ulbricht se soient maintenant déployées à Berlin-Est - tout au plus y avaient-elles déjà paradé une fois auparavant - porte un nouveau coup aux accords de 1945. L'armée fédérale allemande n'est encore jamais apparue dans Berlin-Ouest. Que reste-t-il du contrôle de Berlin par les quatre puissances? Le bâtiment presque vide de la commission de contrôle, les quelques autorités qui y travaillent pour surveiller le pont aérien berlinois et la surveillance commune des derniers détenus de la prison des criminels de guerre à Spandau.

Les nouvelles mesures de barrage ne concernent pas le trafic aérien ni les liaisons de Berlin-Ouest avec le monde occidental. Moscou a manifestement souhaité limiter les dispositions de Berlin-Est de manière à ce que l'Ouest ne se sente pas provoqué. Nous ne devons pas non plus nous laisser abuser par le fait que les capitales de nos Alliés ont réagi assez calmement à la mauvaise farce d'Ulbricht. Le Premier ministre Macmillan est parti à la chasse après avoir lu les nouvelles de Berlin. Au Conseil de l'OTAN à Paris, on a tout d'abord été dans l'impossibilité de prendre position, étant donné que de nombreux membres étaient justement en vacances. A Washington, où l'on était plus nerveux pour diverses raisons ces dernières semaines, le président au Sénat du groupe des démocrates au pouvoir a enjoint ses collègues de «garder leur chemise», c'est-à-dire de garder leur sang froid.

Une telle mise en garde est finalement de mise, y compris chez nous, précisément parce que nous sommes étroitement liés au destin de Berlin et des Allemands de chaque côté de la frontière zonale. Même en période de campagne électorale, aucun homme politique responsable ne devrait se laisser aller à utiliser des mots à double tranchant. A quoi cela sert-il que le chancelier fédéral allemand annonce un blocus économique à l'encontre de l'ensemble du bloc de l'Est, même au conditionnel, alors que l'on ne sait même pas qui y participerait? Une telle proposition ne semble avoir été sérieusement étudiée ni en Grande-Bretagne, ni en France, qui vient justement d'inaugurer son exposition sur Moscou. Les idées des Américains concernant d'éventuelles mesures de rétorsion ne vont pas non plus aussi loin, pour le moment.

Du point de vue allemand aussi, il faudrait étudier de telles propositions en fonction de leurs effets, avant d'exciter inutilement les assemblées d'électeurs et les auditeurs de la radio. Il faudrait certainement aussi être prêt à accepter, au besoin, des inconvénients économiques considérables si cela permettait de défendre les droits de la population allemande opprimée dans la sphère d'influence communiste. Mais faut-il attendre cela d'un embargo commercial ou d'une simple interruption du commerce interzonal? Des perturbations de l'approvisionnement n'augmenteraient-elles pas les troubles politiques de toute façon déjà présents de l'autre côté et n'aboutiraient-elles pas éventuellement à des explosions, auxquelles nous serions contraints d'assister les bras croisés? On pourrait probablement le souhaiter à M. Ulbricht. A long terme, cependant, il

pourrait compter sur une aide économique accrue du bloc de l'Est.

Quelles que soient la nature des mesures de rétorsion qui devront maintenant être prises, elles ne devraient pas promouvoir la politique de Berlin-Est de creuser le fossé qui divise l'Allemagne, mais bien la contrer, tant que c'est encore possible. Adenauer ne mettra à exécution les menaces de son discours de Ratisbonne que dans le cas où Moscou ne serait pas prêt à négocier. Selon toute vraisemblance, la raison principale pour laquelle Khrouchtchev a autorisé la nouvelle épreuve de force de Berlin-Est est l'espoir douteux que cela permette d'accélérer les négociations. Après cela, il faudrait ouvrir la porte aux négociations, même si la Porte de Brandebourg reste provisoirement fermée.